

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2024-12-19-00040

arrêté préfectoral portant mise en demeure -
Installations Classées pour la Protection de
l'Environnement - Société France Plastique
Recyclage exploitant une installation
de recyclage de bouteilles en plastiques

ARRÊTÉ

portant mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société France Plastique Recyclage exploitant une installation
de recyclage de bouteilles en plastiques

LE PRÉFET DES YVELINES

**Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

Vu l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2014185-0006 du 4 juillet 2014 relatif à l'exploitation par la société France Plastiques Recyclage d'une installation de recyclage de bouteilles plastiques sise 465 route des Prés de la Mer sur la commune de Limay (78520) ;

VU l'arrêté 78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU la décision DRIAT-IDF n° 2024-0780 du 6 novembre 2024 portant subdélégation de signature du préfet des Yvelines ;

Vu le courrier en date du 6 septembre 2024 notifié le 11 septembre 2024 informant l'exploitant de la non-transmission desdits résultats d'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux de son établissement et des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu les rapports d'analyses du 18 octobre 2024 établis par la société SOCOR, relatifs aux prélèvements réalisés le 03 octobre 2024 sur le site de France Plastique Recyclage et communiqués via l'outil GIDAF ;

Considérant qu'à la date du 5 août 2024 il a été constaté l'absence de saisie des résultats des campagnes de mesures susmentionnées via l'outil GIDAF ;

Considérant qu'à la date du 11 décembre 2024 il a été constaté que les résultats d'une seule des trois campagnes de mesures susmentionnées ont été communiqués via l'outil GIDAF ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions du point III l'article 4 de l'arrêté ministériel susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société FPR, exploitant une installation de récupération de déchets triés, de respecter les prescriptions du point III de l'article 4 de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Yvelines,

ARRÊTE

Article 1 – La société France Plastique Recyclage sise 465 route des Prés de la Mer à Limay (78520) exploitant une installation de recyclage de bouteille plastiques sise sur la commune de Limay à la même adresse, est mise en demeure de respecter, sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions du point III de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 sus-mentionné ainsi rédigé : *« L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. »*

Article 2 – Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement. Conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, celles-ci pourront être publiées sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines pour une durée de 5 ans.

Article 3 - Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://citoyens.telerecours.fr/>).

Article 4 – Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines pendant une durée minimale de deux mois.

Copie en est adressée :

- au secrétaire général de la Préfecture des Yvelines,
- au sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
- au maire de la commune de Limay
- à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 19 décembre 2024

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice,
Pour la Directrice et par subdélégation,
la chef de l'unité départementale,


Delphine DUBOIS

